

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

19 mai 2004

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'article 216ter du Code
d'instruction criminelle en vue d'éviter la
disparition des travaux d'intérêt général dans
le cadre de la médiation pénale**

(déposée par MM. Daniel Bacquelaine,
Thierry Giet, Alfons Borginon et Olivier
Maingain et Mmes Karine Lalieux et
Hilde Claes)

SOMMAIRE

| | |
|-----------------------------|----|
| 1. Résumé | 3 |
| 2. Développements | 4 |
| 3. Proposition de loi | 8 |
| 4. Annexe | 10 |

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

19 mei 2004

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van artikel 216ter van het
Wetboek van strafvordering, teneinde de
afschaffing te voorkomen van de
dienstverlening in het kader van de
bemiddeling in strafzaken**

(ingediend door de heren
Daniel Bacquelaine, Thierry Giet, Alfons
Borginon en Olivier Maingain en
de dames Karine Lalieux en Hilde Claes)

INHOUD

| | |
|-----------------------|----|
| 1. Samenvatting | 3 |
| 2. Toelichting | 4 |
| 3. Wetsvoorstel | 8 |
| 4. Bijlage | 10 |

| | |
|----------------------|--|
| <i>cdH</i> | : Centre démocrate Humaniste |
| <i>CD&V</i> | : Christen-Democratisch en Vlaams |
| <i>ECOLO</i> | : Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales |
| <i>FN</i> | : Front National |
| <i>MR</i> | : Mouvement Réformateur |
| <i>N-VA</i> | : Nieuw - Vlaamse Alliantie |
| <i>PS</i> | : Parti socialiste |
| <i>sp.a - spirit</i> | : Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht. |
| <i>VLAAMS BLOK</i> | : Vlaams Blok |
| <i>VLD</i> | : Vlaamse Liberalen en Democraten |

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à maintenir la possibilité pour le ministère public de proposer l'exécution d'un travail d'intérêt général dans le cadre de la médiation pénale.

La loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police prévoyait en effet de supprimer les travaux d'intérêt général et donc d'exclure la possibilité d'avoir recours à ceux-ci dans le cadre de la médiation pénale. La suppression de la possibilité de recourir au travail d'intérêt général est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2004.

Les auteurs estiment cependant que le travail d'intérêt général est un outil essentiel au fonctionnement de la médiation pénale. Ils proposent donc de réintroduire cette possibilité dans l'article 216ter du Code d'instruction criminelle.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe voor het openbaar ministerie de mogelijkheid te handhaven om in het kader van de bemiddeling in strafzaken het verrichten van dienstverlening voor te stellen.

De wet van 17 april 2002 tot invoering van de werkstraf als autonome straf in correctionele zaken en in politiezaken voorziet immers in de afschaffing van de dienstverlening, zodat die straf niet langer kan worden opgelegd in het kader van de strafbemiddeling. De afschaffing van de mogelijkheid om dienstverlening op te leggen, is op 1 mei 2004 van kracht geworden.

Volgens de indieners is de dienstverlening echter een wezenlijk instrument voor de werking van de strafbemiddeling. Daarom stellen ze voor die mogelijkheid opnieuw in te stellen, door die in artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering op te nemen.

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi a pour objet de maintenir la possibilité pour le ministère public de proposer l'exécution d'un travail d'intérêt général (TIG) dans le cadre de la médiation pénale.

Par une loi du 10 février 1994 le législateur a inséré dans l'arsenal législatif pénal un nouveau mode de réaction à la délinquance : la médiation pénale, soit une des plus grandes nouveautés introduite dans le domaine pénal depuis plusieurs décennies. La procédure de médiation pénale permet ainsi au ministère public d'éteindre l'action publique à condition que l'auteur de l'infraction accepte de prêter un TIG ou de suivre une formation.¹

D'une part, ainsi que le rappelait le procureur général Demanet dans son discours prononcé à l'occasion de la rentrée de la cour d'appel de Mons le 1^{er} septembre 1995 : «L'introduction de la médiation pénale dans l'arsenal dont dispose le parquet pour opérer un certain tri parmi les infractions qui viennent à sa connaissance procède de différentes préoccupations de la part du législateur : la nécessité d'accélérer le traitement des infractions de relativement moindre importance; la volonté d'aller à l'encontre du sentiment d'impunité des auteurs de ces infractions découlant de ce que des poursuites n'étaient pas effectivement exercées et de ce qu'il n'était généralement pas possible ni opportun de proposer une transaction pour ce genre d'infractions qui en conséquence faisaient le plus souvent l'objet d'un classement sans suite; enfin remédier au sentiment d'insécurité de plus en plus répandu dans la population précisément en raison de cette impunité de fait. Le but du législateur est donc d'offrir aux instances judiciaires la possibilité de réagir plus rapidement et plus ostensiblement à des formes déterminées de délinquance.»².

D'autre part, ce nouveau mode de réaction a également innové en ce sens que dans le cadre de cette procédure, la victime est également prise en considération, ce qui permet de rencontrer la perspective de justice réparatrice.

¹ DOUFFET, A., «Travail d'intérêt général et formation en matière pénale : bilan et perspectives», Actualités du droit, Revue de la faculté de droit de Liège, éd. Kluwer, 2001, p. 877

² Rev. Dr. Pén. 1995, p. 887 à 921.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel strekt ertoe voor het openbaar ministerie de mogelijkheid te handhaven om in het kader van de bemiddeling in strafzaken het verrichten van dienstverlening voor te stellen.

Met de wet van 10 februari 1994 vulde de wetgever het strafwettenarsenaal aan met de «bemiddeling in strafzaken», waarin hij een nieuw middel zag om de delinquentie tegen te gaan. Het ging om één van de grootste nieuwigheden die het strafrecht de jongste decennia heeft gekend. Door de strafbemiddelingsprocedure kan het openbaar ministerie de strafvordering doen vervallen, op voorwaarde dat de dader van het misdrijf bereid is een dienstverlening te verrichten of een opleiding te volgen¹.

In dat verband stelde procureur-generaal Demanet in zijn plechtige openingsrede van 1 september 1995 naar aanleiding van de hervatting van de werkzaamheden van het hof van beroep te Bergen het volgende: «L'introduction de la médiation pénale dans l'arsenal dont dispose le parquet pour opérer un certain tri parmi les infractions qui viennent à sa connaissance procède de différentes préoccupations de la part du législateur: la nécessité d'accélérer le traitement des infractions de relativement moindre importance; la volonté d'aller à l'encontre du sentiment d'impunité des auteurs de ces infractions découlant de ce que des poursuites n'étaient pas effectivement exercées et de ce qu'il n'était généralement pas possible ni opportun de proposer une transaction pour ce genre d'infractions qui en conséquence faisaient le plus souvent l'objet d'un classement sans suite ; enfin remédier au sentiment d'insécurité de plus en plus répandu dans la population précisément en raison de cette impunité de fait. Le but du législateur est donc d'offrir aux instances judiciaires la possibilité de réagir plus rapidement et plus ostensiblement à des formes déterminées de délinquance.»².

Nieuw bij die innoverende handelwijze is dat met die procedure ook rekening wordt gehouden met het slachtoffer, waardoor er dus ook oog is voor een herstelgericht optreden van Justitie.

¹ DOUFFET, A., «Travail d'intérêt général et formation en matière pénale : bilan et perspectives», Actualités du droit, Revue de la faculté de droit de Liège, éd. Kluwer, 2001, blz. 877

² Rev. Dr. Pén. 1995, blz. 887 tot 921.

La médiation pénale englobe donc au travers de son approche l'ensemble des paramètres liés à la survenance d'une infraction tout en constituant une alternative aux poursuites.

L'article 216^{ter} du Code d'instruction criminelle relatif à la médiation pénale permet donc au procureur du Roi de recourir aux mesures suivantes :

1. convoquer l'auteur de l'infraction et l'inviter à réparer le dommage causé par l'infraction et à lui en fournir la preuve³ ;
2. convoquer outre l'auteur des faits, la victime et organiser une médiation sur l'indemnisation ainsi que sur ses modalités⁴ ;
3. lorsque l'auteur de l'infraction invoque comme cause de l'infraction la circonstance d'une maladie ou d'une assuétude à l'alcool ou aux stupéfiants, l'inviter à suivre un traitement médical ou tout autre thérapie adéquate, et à en fournir périodiquement la preuve durant un délai qui ne peut excéder six mois⁵ ;
4. après avoir fait procéder à une enquête sociale, inviter l'auteur de l'infraction à suivre une formation ou à exécuter un travail d'intérêt général d'une durée de 120 heures au plus dans le délai qu'il fixe, ce délai étant d'au moins un mois et de six mois au plus⁶ ;
5. combiner plusieurs de ces possibilités.

Depuis, le 17 avril 2002 la loi instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police est devenue effective.

Cette peine de travail constitue une réelle innovation en mettant en place une solution nouvelle dans l'intérêt du justiciable et de la Justice.

La peine de travail autonome (PTA) est un travail de 20 à 300 heures à effectuer gratuitement par le condamné dans les douze mois qui suivent la date à laquelle la décision judiciaire est passée en force de chose jugée. Cette peine est effectuée auprès des services publics de l'État, des communes, des provinces, des communautés et des régions ou auprès d'ASBL. Le condamné est suivi par un assistant de justice et

³ Article 216^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

⁴ Article 216^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

⁵ Article 216^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2.

⁶ Article 216^{ter}, § 1^{er}, alinéa 3.

Dankzij de gebruikte benaderingswijze voldoet de bemiddeling in strafzaken zodoende aan alle misdrijfgerelateerde parameters en vormt ze een alternatief voor het uitoefenen van de strafvervolgning.

Artikel 216^{ter} van het Wetboek van strafvordering betreffende de strafbemiddeling stelt de procureur des Konings aldus in staat de volgende maatregelen te nemen:

1. hij kan de dader van een misdrijf oproepen en hem verzoeken de door het misdrijf veroorzaakte schade te vergoeden of te herstellen en hem het bewijs hiervan voor te leggen³;
2. naast de dader kan hij tevens het slachtoffer oproepen, bemiddelen over de schadevergoeding en de regeling ervan⁴;
3. wanneer de dader van het misdrijf zich voor het misdrijf op een ziekteverschijnsel beroept of op een drank- of drugsverslaving, kan hij hem verzoeken een geneeskundige behandeling of iedere andere passende therapie te volgen en hem hiervan op geregelde tijdstippen het bewijs te leveren gedurende een termijn die zes maanden niet mag overschrijden⁵;
4. nadat hij een maatschappelijk onderzoek heeft laten verrichten, kan hij de dader verzoeken in te stemmen met de uitvoering van een dienstverlening of met het volgen van een bepaalde opleiding van ten hoogste 120 uren binnen een termijn die hij bepaalt. Deze termijn is ten minste één maand en ten hoogste zes maanden⁶;
5. hij kan verscheidene van die mogelijkheden tegelijk opleggen.

Nadat artikel 216^{ter} in het Wetboek van strafvordering was ingevoegd, trad de wet van 17 april 2002 tot invoering van de werkstraf als autonome straf in correctionele zaken en in politiezaken in werking.

Die werkstraf is een ware vernieuwing en stelt een nieuwe oplossing in, die zowel de rechtzoekende als Justitie ten goede komt.

De autonome werkstraf is werk waarbij de veroordeelde gedurende 20 tot 300 uur kosteloze arbeid moet verrichten binnen twaalf maanden na de dag waarop de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan. Die straf wordt uitgevoerd bij openbare diensten van de Staat, de gemeenten, de provincies, de gemeenschappen en de gewesten, of bij vzw's. De veroordeelde wordt gevolgd door een justitieassistent en op de ten-

³ Artikel 216^{ter}, § 1, eerste lid.

⁴ Artikel 216^{ter}, § 1, eerste lid.

⁵ Artikel 216^{ter}, § 1, tweede lid.

⁶ Artikel 216^{ter}, § 1, derde lid.

l'exécution de la peine est contrôlée par la commission de probation.

Si la peine de travail n'est pas exécutée, une peine subsidiaire - amende ou emprisonnement - est appliquée.

La loi qui instaure la PTA envisage de supprimer les travaux d'intérêt général et donc d'exclure la possibilité d'avoir recours à ceux-ci dans le cadre de la médiation pénale.

L'article 15 de cette loi prévoit cependant de retarder l'entrée en vigueur des dispositions relatives à la suppression des TIG dans le cadre de la médiation.

La loi-programme du 22 décembre 2003 publiée au *Moniteur belge* le 31 décembre de la même année précise en son article 393 que l'article 15 de la loi du 17 avril 2002 en ce qui concerne la suppression du TIG dans le cadre de la médiation entrera en vigueur le 1^{er} mai 2004.

Cependant l'ensemble des acteurs concernés estiment que supprimer la possibilité d'avoir recours aux TIG dans le cadre de la médiation pénale aura pour conséquence, à terme, de sceller le sort de la médiation elle-même.

En effet, dans de nombreux cas, les TIG en matière de médiation pénale constituent le mode de réparation adéquat à l'égard du corps social.

Il apparaît des chiffres évoqués à l'occasion d'un colloque qui s'est tenu à Chaudfontaine le 7 mai 2003, que malgré l'entrée en vigueur de la peine de travail, le nombre de TIG n'a pas diminué.⁷

Par conséquent, les auteurs de la présente proposition de loi plaident pour le maintien du TIG dans l'éventail des mesures applicables dans le cadre de la médiation pénale.

Afin d'informer le magistrat du parquet sur la faisabilité d'un TIG, il convient de prévoir la possibilité pour le procureur du Roi de faire procéder à une enquête sociale dont la vocation est de le renseigner sur les aptitudes de l'auteur de l'infraction, sa situation actuelle, tant familiale que relationnelle et professionnelle.

⁷ Chaudfontaine, 7 mai 2003, Colloque «du TIG à la PTA. Un an après. Bilan et perspectives sur le terrain.», intervention de Michael Dantinne, criminologue, chercheur à l'Ulg, Actes, p. 22

uitvoerlegging van de werkstraf wordt toegezien door de probatiecommissie.

Als de werkstraf niet wordt uitgevoerd, wordt een vervangende straf (geldboete of gevangenisstraf) toegepast.

De wet tot instelling van de autonome werkstraf beoogt de afschaffing van de dienstverlening en dus van de mogelijkheid om die in het kader van de bemiddeling in strafzaken toe te passen.

Artikel 15 van die wet voorziet evenwel in het uitstel van de inwerkingtreding van de bepalingen inzake de afschaffing van dienstverlening in het kader van bemiddeling in strafzaken.

Artikel 393 van de programmawet van 22 december 2003 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2003) preciseert dat artikel 15 van de wet van 17 april 2002 (inzake de afschaffing van de dienstverlening in het kader van de bemiddeling in strafzaken) in werking zal treden op 1 mei 2004.

Alle betrokkenen zijn evenwel van mening dat de afschaffing van de mogelijkheid om dienstverlening in het kader van bemiddeling in strafzaken toe te passen, op termijn het lot van de bemiddeling zelf zal bezegelelen.

In talrijke gevallen is dienstverlening inzake strafbemiddeling immers de geschikte manier om ten opzichte van de maatschappij herstelgericht te handelen.

Uit de cijfers die op 7 mei 2003 op een colloquium in Chaudfontaine naar voren zijn gebracht, blijkt dat het aantal gevallen van dienstverlening niettegenstaande de inwerkingtreding van de werkstraf niet is afgenomen⁷.

De indieners van dit wetsvoorstel pleiten derhalve voor het behoud van de dienstverlening als een van de mogelijke maatregelen die in het kader van bemiddeling in strafzaken kunnen worden toegepast.

Om de parketmagistraat over de haalbaarheid van dienstverlening in te lichten, moet de procureur des Konings een maatschappelijk onderzoek kunnen gelasten om hem in te lichten over de vaardigheden van de dader van het misdrijf en over zijn huidige situatie op gezins-, relationeel én beroepsvlak.

⁷ Chaudfontaine, 7 mei 2003, «Du TIG à la PTA. Un an après. Bilan et perspectives sur le terrain» bijdrage van Michael Dantinne, criminoloog, onderzoeker aan de Universiteit Luik, Actes, blz. 22.

Néanmoins, dans un souci d'éviter que l'enquête sociale préalable ne constitue un obstacle aux mesures alternatives, il est proposé de remplacer, dans certains cas, l'enquête sociale par un rapport d'information succinct.

Enfin, la présente proposition prévoit que l'exécution du TIG est contrôlée par la commission de probation qui travaille en étroite collaboration avec les agents du service des maisons de justice du SPF justice.

Dans la mesure où un des objectifs poursuivis en uniformisant les statuts et les dénominations des agents chargés d'enquêter et/ou d'assister les personnes faisant l'objet d'une mesure judiciaire était de permettre aux maisons de justice de jouer un rôle important dans la coordination et la promotion des mesures judiciaires alternatives, nous proposons de reprendre *mutatis mutandis* la procédure d'organisation et de contrôle prévue pour la peine de travail. (article 37 *quinquies* de la loi du 17 avril 2002).

Daniel BACQUELAINE (MR)
Thierry GIET (PS)
Alfons BORGINON (VLD)
Olivier MAINGAIN (MR)
Karine LALIEUX (PS)
Hilde CLAES (sp.a-spirit)

Om evenwel te voorkomen dat het voorafgaand maatschappelijk onderzoek alternatieve maatregelen in de weg staat, wordt voorgesteld dat onderzoek in bepaalde gevallen te vervangen door een beknopt voorlichtingsverslag.

Ten slotte zou op grond van dit wetsvoorstel de uitvoering van de dienstverlening worden gecontroleerd door de probatiecommissie, die nauw samenwerkt met de personeelsleden van de Dienst justitiehuisen van de FOD Justitie.

Bij het eenvormig maken van de rechtsposities en benamingen van de personeelsleden die ermee belast zijn een onderzoek uit te voeren naar en/of bijstand te verlenen aan de personen ten aanzien van wie een gerechtelijke maatregel is uitgesproken, was een van de nagestreefde doelstellingen de justitiehuisen een aanzienlijke rol bij de coördinatie en de bevordering van alternatieve rechterlijke maatregelen te laten spelen. Om die reden stellen wij voor inzake organisatie en controle *mutatis mutandis* de procedure over te nemen waarin voor de werkstraf is voorzien (artikel 37 *quinquies* van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 17 april 2002).

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

A l'article 216^{ter} du Code d'instruction criminelle sont apportées les modifications suivantes :

A) le § 1^{er}, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

«Il peut également inviter l'auteur de l'infraction à exécuter un travail d'intérêt général ou à suivre une formation déterminée d'une durée de 120 heures au plus dans le délai qu'il fixe. Ce délai est d'au moins un mois et de six mois au plus.» ;

B) au § 1^{er}, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

«En vue de l'application de l'alinéa précédent, le procureur du Roi peut charger la section du Service des maisons de justice du SPF Justice de l'arrondissement judiciaire du lieu de résidence de l'auteur de l'infraction de la rédaction d'un rapport d'information succinct et/ou d'une enquête sociale.

Le travail d'intérêt général est effectué gratuitement par l'auteur de l'infraction pendant le temps laissé libre par ses éventuelles activités scolaires ou professionnelles.

Le travail d'intérêt général ne peut être exécuté qu'auprès des services publics de l'État, des communes, des provinces, des Communautés et des Régions ou auprès d'associations sans but lucratif ou de fondations à but social, scientifique ou culturel.

Le travail d'intérêt général ne peut consister en un travail qui, dans le service public ou l'association désignée, est généralement exécuté par des travailleurs rémunérés.» ;

C) il est inséré un § 1^{er bis}, rédigé comme suit :

«§ 1^{er bis}. Lorsque dans le cadre de la médiation pénale, l'auteur de l'infraction accepte la proposition du

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 216^{ter} van het Wetboek van strafvordering worden de volgende wijzigingen aangebracht:

A) paragraaf 1, derde lid, wordt vervangen als volgt:

«Hij kan ook de dader van het misdrijf verzoeken in te stemmen met de uitvoering van een dienstverlening of met het volgen van een bepaalde opleiding van ten hoogste 120 uren binnen een termijn die hij bepaalt. Deze termijn is ten minste een maand en ten hoogste zes maanden.»;

B) in § 1 worden tussen het derde en het vierde lid de volgende leden ingevoegd:

«Met het oog op de toepassing van het vorige lid kan de procureur des Konings aan de afdeling van de Dienst justitiehuisen van de FOD Justitie van het gerechtelijk arrondissement van de verblijfplaats van de dader van het misdrijf de opdracht geven een beknopt voorlichtingsverslag op te stellen en/of een maatschappelijke enquête uit te voeren.

De dader van het misdrijf voert de dienstverlening kosteloos uit tijdens de vrije tijd waarover hij naast zijn eventuele school- of beroepsactiviteiten beschikt.

De dienstverlening mag uitsluitend worden uitgevoerd bij openbare diensten van de Staat, de gemeenten, de provincies, de gemeenschappen en de gewesten, dan wel bij verenigingen zonder winstoogmerk of bij stichtingen met een sociaal, wetenschappelijk of cultureel oogmerk.

De dienstverlening mag niet bestaan uit een activiteit die, in de aangewezen overheidsdienst of vereniging, doorgaans door bezoldigde werknemers wordt verricht.»;

C) er wordt een § 1^{bis} ingevoegd, luidende:

«§ 1^{bis}. Wanneer de dader van het misdrijf in het kader van een bemiddeling in strafzaken instemt met

procureur du Roi d'exécuter des travaux d'intérêt général, celui-ci communique sa décision pour exécution au président de la commission de probation compétente ainsi qu'à la section du service des maisons de justice du SPF Justice de l'arrondissement judiciaire, laquelle désigne sans délai un assistant de justice chargé de la mise en place et du suivi de l'exécution du travail d'intérêt général.

L'identité de l'assistant de justice est communiquée par écrit à la commission de probation, laquelle en informe dans les sept jours ouvrables l'auteur de l'infraction et le procureur du Roi.

Après avoir entendu l'auteur de l'infraction et tenu compte de ses observations et de ses capacités physiques et intellectuelles ainsi que des éventuelles indications du procureur du Roi, l'assistant de justice détermine le contenu concret des travaux à réaliser, sous le contrôle de la commission de probation qui d'office, sur réquisition du ministère public ou à la demande de l'auteur de l'infraction, peut à tout moment le préciser et l'adapter.

L'assistant de justice notifie le contenu concret du travail d'intérêt général à l'auteur de l'infraction par envoi recommandé au moins 15 jours avant sa mise en œuvre effective.

En cas d'inexécution totale ou partielle du travail d'intérêt général l'assistant de justice en informe sans délai la commission de probation. En ce cas, la commission peut convoquer l'intéressé, l'entendre en ses observations et renvoyer le dossier à l'assistant de justice ou adresser un rapport au procureur du roi en décidant de clôturer son intervention.».

Art. 3

La présente loi produit ses effets le 1^{er} mai 2004.

1^{er} avril 2004

Daniel BACQUELAINE (MR)
Thierry GIET (PS)
Alfons BORGINON (VLD)
Olivier MAINGAIN (MR)
Karine LALIEUX (PS)
Hilde CLAES (sp.a-spirit)

het voorstel van de procureur des Koning om een dienstverlening uit te voeren, deelt laatstgenoemde zijn beslissing ter uitvoering mee aan de voorzitter van de bevoegde probatiecommissie alsook aan de afdeling van de Dienst justitiehuzen van de FOD Justitie van het gerechtelijk arrondissement, die onverwijld een justitieassistent aanwijst die wordt belast met de uitwerking en met de *follow-up* van de uitvoering van de dienstverlening.

De identiteit van de justitieassistent wordt schriftelijk meegedeeld aan de probatiecommissie, die er binnen zeven werkdagen de dader van het misdrijf en de procureur des Konings in kennis van stelt.

De justitieassistent bepaalt na de dader van het misdrijf te hebben gehoord, alsmede rekening houdend met diens opmerkingen en lichamelijke en intellectuele capaciteiten en met de eventuele aanwijzingen van de procureur des Konings, de concrete invulling van de werkzaamheden die moeten worden uitgevoerd, zulks onder toezicht van de probatiecommissie, die hierin te allen tijde preciseringen of wijzigingen kan aanbrenge, hetzij ambtshalve, hetzij op vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de dader van het misdrijf.

De justitieassistent stelt de dader van het misdrijf ten minste vijftien dagen vóór zijn daadwerkelijke tewerkstelling bij aangetekende brief in kennis van de concrete invulling van de dienstverlening.

Ingeval de dienstverlening niet of slechts gedeeltelijk wordt uitgevoerd, meldt de justitieassistent dit onverwijld aan de probatiecommissie. In dat geval kan de commissie de betrokkene oproepen, diens opmerkingen horen en het dossier naar de justitieassistent terugzenden, dan wel een verslag toezenden aan de procureur des Konings en besluiten haar optreden te beëindigen.».

Art. 3

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 mei 2004.

1 april 2004

TEXTE DE BASE

Code d'instruction criminelle

Art. 216ter

§ 1^{er}. Le procureur du Roi peut, sans préjudice des pouvoirs que lui attribue l'article 216bis, convoquer l'auteur d'une infraction et, pour autant que le fait ne paraisse pas être de nature à devoir être puni d'un emprisonnement correctionnel principal de plus de deux ans ou d'une peine plus lourde, l'inviter à indemniser ou réparer le dommage causé par l'infraction et à lui en fournir la preuve. Le cas échéant, le procureur du Roi convoque également la victime et organise une médiation sur l'indemnisation ainsi que sur ses modalités.

Lorsque l'auteur de l'infraction invoque comme cause de l'infraction la circonstance d'une maladie ou d'une assuétude à l'alcool ou aux stupéfiants, le procureur du Roi peut l'inviter à suivre un traitement médical ou tout autre thérapie adéquate, et à en fournir périodiquement la preuve durant un délai qui ne peut excéder six mois.

Il peut également, après avoir fait procéder à une enquête sociale par le Service des maisons de Justice du Ministère de la Justice, inviter l'auteur de l'infraction à suivre une formation déterminée d'une durée de 120 heures au plus dans le délai qu'il fixe. Ce délai est d'au moins un mois et de six mois au plus.

TEXTE DE BASE ADAPTÉ À LA PROPOSITION

Code d'instruction criminelle

Art. 216ter

§ 1^{er}. Le procureur du Roi peut, sans préjudice des pouvoirs que lui attribue l'article 216bis, convoquer l'auteur d'une infraction et, pour autant que le fait ne paraisse pas être de nature à devoir être puni d'un emprisonnement correctionnel principal de plus de deux ans ou d'une peine plus lourde, l'inviter à indemniser ou réparer le dommage causé par l'infraction et à lui en fournir la preuve. Le cas échéant, le procureur du Roi convoque également la victime et organise une médiation sur l'indemnisation ainsi que sur ses modalités.

Lorsque l'auteur de l'infraction invoque comme cause de l'infraction la circonstance d'une maladie ou d'une assuétude à l'alcool ou aux stupéfiants, le procureur du Roi peut l'inviter à suivre un traitement médical ou tout autre thérapie adéquate, et à en fournir périodiquement la preuve durant un délai qui ne peut excéder six mois.

Il peut également inviter l'auteur de l'infraction à exécuter un travail d'intérêt général ou à suivre une formation déterminée d'une durée de 120 heures au plus dans le délai qu'il fixe. Ce délai est d'au moins un mois et de six mois au plus.¹

En vue de l'application de l'alinéa précédent, le procureur du Roi peut charger la section du Service des maisons de justice du SPF Justice de l'arrondissement judiciaire du lieu de résidence de l'auteur de l'infraction de la rédaction d'un rapport d'information succinct et/ou d'une enquête sociale.

Le travail d'intérêt général est effectué gratuitement par l'auteur de l'infraction pendant le temps laissé libre par ses éventuelles activités scolaires ou professionnelles.

Le travail d'intérêt général ne peut être exécuté qu'auprès des services publics de l'Etat, des communes, des provinces, des Communautés et des Régions ou auprès d'associations sans but lucratif ou de fondations à but social, scientifique ou culturel.

¹ Art 2, A) : remplacement.

BASISTEKST

Wetboek van strafvordering

Art. 216ter

§ 1. De procureur des Konings kan, onverminderd de bevoegdheid hem toegekend bij artikel 216bis, de dader van een misdrijf oproepen en, voor zover het feit niet van die aard schijnt te zijn dat het gestraft moet worden met een hoofdstraf van meer dan twee jaar correctionele gevangenisstraf of een zwaardere straf, hem verzoeken de door het misdrijf veroorzaakte schade te vergoeden of te herstellen en hem het bewijs hiervan voor te leggen. In voorkomend geval roept hij ook het slachtoffer op en bemiddelt hij over de schadevergoeding en de regeling ervan.

Wanneer de dader van het misdrijf zich voor het misdrijf op een ziekteverschijnsel beroept of op een drank- of drugverslaving, kan de procureur des Konings hem verzoeken een geneeskundige behandeling of iedere andere passende therapie te volgen en hem hiervan op geregelde tijdstippen het bewijs te leveren gedurende een termijn die zes maanden niet mag overschrijden.

Hij kan ook nadat hij een maatschappelijk onderzoek heeft laten verrichten door de Dienst Justitieuizen van het Ministerie van Justitie de dader verzoeken in te stemmen met het volgen van een bepaalde vorming van ten hoogste 120 uren binnen een termijn die hij bepaalt. Deze termijn is ten minste een maand en ten hoogste zes maanden.

BASISTEKST

Wetboek van strafvordering

Art. 216ter

§ 1. De procureur des Konings kan, onverminderd de bevoegdheid hem toegekend bij artikel 216bis, de dader van een misdrijf oproepen en, voor zover het feit niet van die aard schijnt te zijn dat het gestraft moet worden met een hoofdstraf van meer dan twee jaar correctionele gevangenisstraf of een zwaardere straf, hem verzoeken de door het misdrijf veroorzaakte schade te vergoeden of te herstellen en hem het bewijs hiervan voor te leggen. In voorkomend geval roept hij ook het slachtoffer op en bemiddelt hij over de schadevergoeding en de regeling ervan.

Wanneer de dader van het misdrijf zich voor het misdrijf op een ziekteverschijnsel beroept of op een drank- of drugverslaving, kan de procureur des Konings hem verzoeken een geneeskundige behandeling of iedere andere passende therapie te volgen en hem hiervan op geregelde tijdstippen het bewijs te leveren gedurende een termijn die zes maanden niet mag overschrijden.

Hij kan ook de dader van het misdrijf verzoeken in te stemmen met de uitvoering van een dienstverlening of met het volgen van een bepaalde opleiding van ten hoogste 120 uren binnen een termijn die hij bepaalt. Deze termijn is ten minste een maand en ten hoogste zes maanden.¹

Met het oog op de toepassing van het vorige lid kan de procureur des Konings aan de afdeling van de Dienst justitieuizen van de FOD Justitie van het gerechtelijk arrondissement van de verblijfplaats van de dader van het misdrijf de opdracht geven een beknopt voorlichtingsverslag op te stellen en/ of een maatschappelijke enquête uit te voeren.

De dader van het misdrijf voert de dienstverlening kosteloos uit tijdens de vrije tijd waarover hij naast zijn eventuele school- of beroepsactiviteiten beschikt.

De dienstverlening mag uitsluitend worden uitgevoerd bij openbare diensten van de Staat, de gemeenten, de provincies, de gemeenschappen en de gewesten, dan wel bij verenigingen zonder winstoogmerk of bij stichtingen met een sociaal, wetenschappelijk of cultureel oogmerk.

¹ Art. 2, 1/ : vervanging.

L'exécution de ce travail d'intérêt général se fait conformément aux règles fixées par la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation et les arrêtés d'exécution de cette loi.

Le travail d'intérêt général ne peut consister en un travail qui, dans le service public ou l'association désignée, est généralement exécuté par des travailleurs rémunérés.²

L'exécution de ce travail d'intérêt général se fait conformément aux règles fixées par la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation et les arrêtés d'exécution de cette loi.

§ 1^{er}bis. Lorsque dans le cadre de la médiation pénale, l'auteur de l'infraction accepte la proposition du procureur du Roi d'exécuter des travaux d'intérêt général, celui-ci communique sa décision pour exécution au président de la commission de probation compétente ainsi qu'à la section du service des maisons de justice du SPF Justice de l'arrondissement judiciaire, laquelle désigne sans délai un assistant de justice chargé de la mise en place et du suivi de l'exécution du travail d'intérêt général.

L'identité de l'assistant de justice est communiquée par écrit à la commission de probation, laquelle en informe dans les sept jours ouvrables l'auteur de l'infraction et le procureur du Roi.

Après avoir entendu l'auteur de l'infraction et tenu compte de ses observations et de ses capacités physiques et intellectuelles ainsi que des éventuelles indications du procureur du Roi, l'assistant de justice détermine le contenu concret des travaux à réaliser, sous le contrôle de la commission de probation qui d'office, sur réquisition du ministère public ou à la demande de l'auteur de l'infraction, peut à tout moment le préciser et l'adapter.

L'assistant de justice notifie le contenu concret du travail d'intérêt général à l'auteur de l'infraction par envoi recommandé au moins 15 jours avant sa mise en œuvre effective.

En cas d'inexécution totale ou partielle du travail d'intérêt général l'assistant de justice en informe sans délai la commission de probation. En ce cas, la commission peut convoquer l'intéressé, l'entendre en ses observations et renvoyer le dossier à l'assistant de justice ou adresser un rapport au procureur du roi en décidant de clôturer son intervention.³

² Art. 2, B) : insertion.

³ Art. 2, C) : insertion.

De tenuitvoerlegging van de dienstverlening geschiedt volgens de regels bepaald in de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie en volgens de besluiten tot uitvoering van die wet.

De dienstverlening mag niet bestaan uit een activiteit die, in de aangewezen overheidsdienst of vereniging, doorgaans door bezoldigde werknemers wordt verricht.²

De tenuitvoerlegging van de dienstverlening geschiedt volgens de regels bepaald in de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie en volgens de besluiten tot uitvoering van die wet.

§ 1bis. Wanneer de dader van het misdrijf in het kader van een bemiddeling in strafzaken instemt met het voorstel van de procureur des Konings om een dienstverlening uit te voeren, deelt laatstgenoemde zijn beslissing ter uitvoering mee aan de voorzitter van de bevoegde probatiecommissie alsook aan de afdeling van de Dienst justitieuizen van de FOD Justitie van het gerechtelijk arrondissement, die onverwijld een justitieassistent aanwijst die wordt belast met de uitwerking en met de follow-up van de uitvoering van de dienstverlening.

De identiteit van de justitieassistent wordt schriftelijk meegedeeld aan de probatiecommissie, die er binnen zeven werkdagen de dader van het misdrijf en de procureur des Konings in kennis van stelt.

De justitieassistent bepaalt na de dader van het misdrijf te hebben gehoord, alsmede rekening houdend met diens opmerkingen en lichamelijke en intellectuele capaciteiten en met de eventuele aanwijzingen van de procureur des Konings, de concrete invulling van de werkzaamheden die moeten worden uitgevoerd, zulks onder toezicht van de probatiecommissie, die hierin te allen tijde preciseringen of wijzigingen kan aanbrengen, hetzij ambtshalve, hetzij op vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de dader van het misdrijf.

De justitieassistent stelt de dader van het misdrijf ten minste vijftien dagen vóór zijn daadwerkelijke tewerkstelling bij aangetekende brief in kennis van de concrete invulling van de dienstverlening.

Ingeval de dienstverlening niet of slechts gedeeltelijk wordt uitgevoerd, meldt de justitieassistent dit onverwijld aan de probatiecommissie. In dat geval kan de commissie de betrokkene oproepen, diens opmerkingen horen en het dossier naar de justitieassistent terugzenden, dan wel een verslag toezenden aan de procureur des Konings en besluiten haar optreden te beëindigen.³

² Art. 2, 2/ : invoeging.

³ Art. 2, 3/ : invoeging.

§ 2. Lorsque l'infraction a donné lieu à des frais d'analyse ou d'expertise, les mesures visées au § 1^{er} ne peuvent être proposées que si l'auteur s'engage à payer les frais dans le délai fixé par le procureur du Roi.

§ 3. Lorsqu'une confiscation spéciale peut être appliquée, le procureur du Roi invite l'auteur de l'infraction à abandonner, dans un délai déterminé, les objets saisis qui lui appartiennent; si ceux-ci n'ont pas été saisis, le procureur du Roi peut inviter l'auteur à les remettre à un endroit déterminé.

§ 4. Lorsque l'auteur de l'infraction a satisfait à toutes les conditions, acceptées par lui, l'action publique est éteinte.

L'extinction de l'action publique ne porte pas préjudice aux droits des personnes subrogées dans les droits de la victime ou des victimes qui n'ont pas été associées à la procédure prévue au § 1^{er}: à leur égard, la faute de l'auteur de l'infraction est présumée irréfragablement.

§ 5. Les paragraphes 2 et 3 de l'article 216*bis*, sont d'application.

§ 6. L'auteur de l'infraction, convoqué par le procureur du Roi en exécution du présent article, peut se faire assister par un avocat; il ne peut pas se faire représenter.

La victime peut se faire assister ou représenter par un avocat.

§ 7. Le Service des maisons de Justice du Ministère de la Justice assiste le procureur du Roi dans les différentes phases de la médiation pénale et plus spécifiquement dans son exécution concrète. Les agents de ce service effectuent leur mission en collaboration étroite avec le procureur du Roi, qui a le contrôle de leurs activités.

Par ressort de cour d'appel, des agents du Service des maisons de Justice du Ministère de la Justice interviennent pour assister le procureur général dans l'exécution d'une politique criminelle en médiation pénale, pour l'évaluation, la coordination et la supervision de l'application de la médiation pénale dans les différents parquets du ressort du procureur général et pour assister les agents, mentionnés dans l'alinéa 1^{er}. Ils travaillent en collaboration étroite avec le procureur général.

§ 2. Lorsque l'infraction a donné lieu à des frais d'analyse ou d'expertise, les mesures visées au § 1^{er} ne peuvent être proposées que si l'auteur s'engage à payer les frais dans le délai fixé par le procureur du Roi.

§ 3. Lorsqu'une confiscation spéciale peut être appliquée, le procureur du Roi invite l'auteur de l'infraction à abandonner, dans un délai déterminé, les objets saisis qui lui appartiennent; si ceux-ci n'ont pas été saisis, le procureur du Roi peut inviter l'auteur à les remettre à un endroit déterminé.

§ 4. Lorsque l'auteur de l'infraction a satisfait à toutes les conditions, acceptées par lui, l'action publique est éteinte.

L'extinction de l'action publique ne porte pas préjudice aux droits des personnes subrogées dans les droits de la victime ou des victimes qui n'ont pas été associées à la procédure prévue au § 1^{er}: à leur égard, la faute de l'auteur de l'infraction est présumée irréfragablement.

§ 5. Les paragraphes 2 et 3 de l'article 216*bis*, sont d'application.

§ 6. L'auteur de l'infraction, convoqué par le procureur du Roi en exécution du présent article, peut se faire assister par un avocat; il ne peut pas se faire représenter.

La victime peut se faire assister ou représenter par un avocat.

§ 7. Le Service des maisons de Justice du Ministère de la Justice assiste le procureur du Roi dans les différentes phases de la médiation pénale et plus spécifiquement dans son exécution concrète. Les agents de ce service effectuent leur mission en collaboration étroite avec le procureur du Roi, qui a le contrôle de leurs activités.

Par ressort de cour d'appel, des agents du Service des maisons de Justice du Ministère de la Justice interviennent pour assister le procureur général dans l'exécution d'une politique criminelle en médiation pénale, pour l'évaluation, la coordination et la supervision de l'application de la médiation pénale dans les différents parquets du ressort du procureur général et pour assister les agents, mentionnés dans l'alinéa 1^{er}. Ils travaillent en collaboration étroite avec le procureur général.

§ 2. Wanneer het misdrijf kosten van analyse of van deskundig onderzoek heeft veroorzaakt kunnen de maatregelen bedoeld in § 1 slechts worden voorgesteld mits de dader zich ook heeft verbonden deze kosten te zullen betalen binnen de termijn bepaald door de procureur des Konings.

§ 3. Wanneer bijzondere verbeurdverklaring kan worden toegepast, verzoekt de procureur des Konings de dader van het misdrijf binnen een bepaalde termijn afstand te doen van de in beslag genomen voorwerpen die zijn eigendom zijn; indien bedoelde voorwerpen niet in beslag zijn genomen, kan de procureur des Konings de dader verzoeken deze af te geven op een bepaalde plaats.

§ 4. De strafvordering vervalt wanneer de dader volstaan heeft aan alle door hem aanvaarde voorwaarden.

Het verval van de strafvordering doet geen afbreuk aan de rechten van gesubrogeerden in de rechten van het slachtoffer of van slachtoffers die niet betrokken werden in de procedure zoals voorzien in § 1: tegenover hen wordt de fout van de dader als onweerlegbaar vermoed.

§ 5. De paragrafen 2 en 3 van artikel 216*bis* zijn van toepassing.

§ 6. Naar aanleiding van zijn oproeping door de procureur des Konings voor de toepassing van het huidige artikel, kan de dader zich laten bijstaan door een advocaat; hij kan zich niet laten vertegenwoordigen.

Het slachtoffer kan zich laten bijstaan of laten vertegenwoordigen door een advocaat.

§ 7. De Dienst Justitiehuisen van het ministerie van Justitie staat de procureur des Konings bij in de verschillende fasen van de bemiddeling in strafzaken en meer bepaald bij de concrete uitvoering ervan. De ambtenaren van deze dienst voeren hun taak uit in nauwe samenwerking met de procureur des Konings, die toezicht uitoefent op de uitvoering van hun opdracht.

Per rechtsgebied van het hof van beroep worden er ambtenaren van de Dienst Justitiehuisen van het ministerie van Justitie ingeschakeld voor het bijstaan van de procureur-generaal bij het uitvoeren van het strafrechtelijk beleid voor de bemiddeling in strafzaken, voor de evaluatie, de coördinatie en het toezicht op de toepassing van de bemiddeling in strafzaken in de verscheidene parketten van het ambtsgebied van de procureur-generaal en voor het bijstaan van de ambtenaren bedoeld in het eerste lid. Zij werken nauw samen met de procureur-generaal.

§ 2. Wanneer het misdrijf kosten van analyse of van deskundig onderzoek heeft veroorzaakt kunnen de maatregelen bedoeld in § 1 slechts worden voorgesteld mits de dader zich ook heeft verbonden deze kosten te zullen betalen binnen de termijn bepaald door de procureur des Konings.

§ 3. Wanneer bijzondere verbeurdverklaring kan worden toegepast, verzoekt de procureur des Konings de dader van het misdrijf binnen een bepaalde termijn afstand te doen van de in beslag genomen voorwerpen die zijn eigendom zijn; indien bedoelde voorwerpen niet in beslag zijn genomen, kan de procureur des Konings de dader verzoeken deze af te geven op een bepaalde plaats.

§ 4. De strafvordering vervalt wanneer de dader volstaan heeft aan alle door hem aanvaarde voorwaarden.

Het verval van de strafvordering doet geen afbreuk aan de rechten van gesubrogeerden in de rechten van het slachtoffer of van slachtoffers die niet betrokken werden in de procedure zoals voorzien in § 1: tegenover hen wordt de fout van de dader als onweerlegbaar vermoed.

§ 5. De paragrafen 2 en 3 van artikel 216*bis* zijn van toepassing.

§ 6. Naar aanleiding van zijn oproeping door de procureur des Konings voor de toepassing van het huidige artikel, kan de dader zich laten bijstaan door een advocaat; hij kan zich niet laten vertegenwoordigen.

Het slachtoffer kan zich laten bijstaan of laten vertegenwoordigen door een advocaat.

§ 7. De Dienst Justitiehuisen van het ministerie van Justitie staat de procureur des Konings bij in de verschillende fasen van de bemiddeling in strafzaken en meer bepaald bij de concrete uitvoering ervan. De ambtenaren van deze dienst voeren hun taak uit in nauwe samenwerking met de procureur des Konings, die toezicht uitoefent op de uitvoering van hun opdracht.

Per rechtsgebied van het hof van beroep worden er ambtenaren van de Dienst Justitiehuisen van het ministerie van Justitie ingeschakeld voor het bijstaan van de procureur-generaal bij het uitvoeren van het strafrechtelijk beleid voor de bemiddeling in strafzaken, voor de evaluatie, de coördinatie en het toezicht op de toepassing van de bemiddeling in strafzaken in de verscheidene parketten van het ambtsgebied van de procureur-generaal en voor het bijstaan van de ambtenaren bedoeld in het eerste lid. Zij werken nauw samen met de procureur-generaal.